CAUSE COMMUNE

NEFAC-QC **Journal de la Fédération des Communistes Libertaires Du Nord-Est** NEFAC-MTL

Numéro 1, Mars - Avril 2004

NOTRE MISÈRE EST LE NERF DE LEUR GUERRE

DÉCLARATION CONTRE LA GUERRE EN IRAK

Depuis le début de cette guerre sanglante et sans fin contre le terrorisme, nous avons assisté à la création d'une opposition de masse qui a défilé dans les rues des principales villes nord-américaines. Nous lançons un appel à toutes celles et ceux qui s'opposent à la guerre : le temps est venu de dépasser le stade des actions symboliques pour développer une stratégie d'action directe contre la machine de guerre capitaliste.

DÉSERTEZ! FAITES LA GRÈVE! RÉVOLTEZ-VOUS!

Ce n'est plus un secret pour personne : l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan et de l'Iraq ont pour but d'assurer aux grandes entreprises occidentales des contrats et des investissements se chiffrant en milliards de $. Les guerres menées contre le " terrorisme " ont permis aux capitalistes de prendre le contrôle des ressources humaines et naturelles de ces pays. Après le fracas des bombes, le marché peut prendre la relève sous la protection d'une armée d'occupation. Les profiteurs s'en mettent plein les poches pendant que les frontières se referment, limitant les déplacements de population. Cette scène ne se déroule pas seulement " là-bas ". Les attaques contre les immigrant-es et les réfugié-es sont une réalité quotidienne en Amérique du Nord. Cette discipline de fer, cette peur omniprésente de la répression, plane au dessus de la tête de tous les salarié-es. Nous sommes toutes et tous visé-es par ces attaques, peu importe la couleur de notre peau ou la langue que nous parlons.

Voilà pourquoi nous nous opposons aux déportations de masse et aux centres de détention qui poussent comme des champignons partout en Amérique du Nord. Malgré ce que disent les autorités, les cartes d'identité obligatoires et la généralisation du profilage racial ne sont pas strictement une question de "sécurité" aux frontières. Ces politiques affectent aussi notre vie quotidienne. Les lois sécuritaires et l'intrusion de l'État dans notre vie privée nous touchent directement lorsque nous cherchons un emploi ou un logement, quand nous marchons dans les rues de nos quartiers. Les forces de contrôle social (flics, tribunaux, appareil d'état) permettent aux patrons et aux proprios de se placer dans une meilleure position pour exploiter notre travail, tout en nivelant vers le bas les salaires et les conditions de travail des travailleurs et des travailleuses du monde entier.

Nous savons que le militarisme est le bras armé de la mondialisation capitaliste. Mais qui porte le fusil? Qui met sa vie en danger? Qui fait la job sale? Qui sont les personnes sous-payées, sur-exploitées, les précaires en colère?

OBJECTEZ-VOUS! DÉSERTEZ!

Il est grand temps pour les radicaux et les anti-capitalistes de créer des liens de solidarité avec les simples soldats. Ce sont toujours les pauvres qui ont été les premiers à mourir au front, à joindre les rangs de l'armée pour se sortir du chômage ou pour accéder à une éducation supérieure. L'insatisfaction, l'aliénation et les traumatismes se répandent comme une traînée de poudre parmi les troupes. Appuyez les soldats qui se rebellent, exigez leur retour à la maison.

On a pu mettre un terme à la guerre du Vietnam lorsque les opposant-es ont fait de ce conflit " lointain " un enjeu local. Quand les corps des soldats tués au combat furent rapatriés, quand les rues furent occupées par les manifestants, quand la détermination du peuple vietnamien eut pris de cours le Pentagone, les chefs d'état et les dirigeants d'entreprise n'eurent d'autres choix que de se retirer du sud-est asiatique.

Les généraux des forces de la "coalition" qui contrôlent les frontières de l'Iraq ont démontré qu'ils sont tout aussi corrompus que le régime Baath. Comme un débardeur du port de Umm Qasr le soulignait récemment, " Bremer et Sadam sont deux côtés de la même médaille ".

Nous nous adressons à tous les insoumis, à celles et ceux qui résistent à la guerre capitaliste. Aux saboteurs qui sucrent les réservoirs d'essence de la machine militaire. À toutes celles et ceux qui ont décidé de déserter. Aux personnes qui sont mal-payées. Qui que vous soyez : défiez vos généraux, défiez vos boss. Leurs ordres n'ont aucune valeur morale.

> **Ce sont toujours les pauvres qui ont été les premiers à mourir au front, à joindre les rangs de l'armée pour se sortir du chômage ou pour accéder à une éducation supérieure.**

MUTINEZ-VOUS! FAITES LA GRÈVE!

Les outils à la disposition du prolétariat en temps de guerre et d'occupation sont les mêmes qu'en temps de paix capitaliste. Les grèves, les mutineries et le sabotage sont nos armes les plus efficaces. Les occupations, les ralentissements de production et les "sick-ins" ont également le pouvoir de menacer l'État et le Capital. En tout temps, nous pouvons cesser la production en faisant la grève. Voilà notre véritable pouvoir. Au cours des derniers mois, des actions directes ont affecté le bon fonctionnement du réseau ferroviaire, des ports et des aéroports par lesquels transite le matériel militaire, Par des grèves, des actes d'insubordination et des ralentissements, les travailleurs et les travailleuses s'en sont pris directement à la machine de guerre. Des actions similaires peuvent s'appliquer à tous les secteurs industriels. Les exemples ne manquent pas. Pour produire et distribuer du pétrole, les capitalistes ont besoin de mineurs, de machinistes, d'ouvriers et d'ouvrières dans les raffineries, de débardeurs, de camionneurs, de commis d'entrepôt et de pompistes. C'est dire à quel point ils ont besoin de nous pour faire rouler la machine!

> **C'est le moment de développer des réseaux de soutien direct pour les clandestins et les réfugié-es, pour celles et ceux qui résistent à la guerre, pour aider les grévistes qui défient les injonctions.**

La grève générale est actuellement l'arme la plus puissante à notre disposition pour mener la guerre des classes. Les manifestations du dimanche après-midi font partie de la " politique citoyenne ". Celles et ceux qui les organisent prennent pour acquis que les dirigeants vont répondre positivement aux demandes de la population. Ces actions symboliques nous éloignent de notre véritable pouvoir, celui de stopper la production, en nous cantonnant dans des moyens de pression qui n'ont d'autre objectif que d'influencer " l'opinion publique ". Ce type d'action permet au gouvernement de se donner une image d'ouverture et de démocratie. Pour sa part, la grève nous fait réaliser à quel point notre force collective peut être importante, en unifiant et en mobilisant les communautés où nous vivons. Les pauvres et la classe ouvrière en général ont peu de chose à perdre et un monde à gagner en s'organisant ensemble contre la machine de guerre et l'esclavage salarié.

RÉVOLTEZ-VOUS!

Une fois de plus, les prochaines élections nous donnerons l'occasion de choisir à quelle sauce nous serons mangés.

Ne vous méprenez pas : même l'arrivée des démocrates à la Maison Blanche ne changera rien au sort de la classe ouvrière américaine, pas plus qu'à celui des exploité-es du monde entier. L'occupation sanglante du Congo, la défense du coup d'état bourgeois en Haiti et les milliards de $ versés aux forces armées israeliennes et aux paramilitaires de Colombie : voilà la véritable politique étrangère des États-Unis, peu importe le parti au pouvoir. Le monde en a assez de la démocratie "made in the USA" exportée aux quatre coins du globe.

Du côté canadien, il devient clair que les dirigeants n'ont pas la légitimité d'organiser des séminaires contre la corruption en Afrique, en Afghanistan ou en Iraq. Deux des principaux aspirants au poste de premier ministre (Paul Martin du Parti Libéral et Barbara Stronach du Parti Conservateur) ont hérité de fortunes colossales de leurs parents, ont passé des décennies à la tête de multinationales anti-syndicales et espèrent maintenant nous convaincre qu'ils ont une perspective nouvelle pour en finir avec le népotisme et les pots de vin. Ne l'oublions pas, cette façon de faire la politique n'est pas nouvelle en soi. Depuis la conquête brutale des territoires autochtones il y a près de 500 ans, le vol fait partie intégrante des moeurs de la classe dirigeante canadienne.

Les partis qui aspirent au pouvoir ont tous réitéré leur volonté de se conformer aux diktats du Capital. C'est l'absence même de choix réels et d'une vraie démocratie qui a mené la population à s'abstenir massivement aux dernières élections.
" C'est assez! "

Assez des abus et des mesures d'austérité, assez de leur guerre des étoiles : notre éducation, notre santé et notre sécurité sociale ont assez soufferts. Pour y remédier, il nous reste la révolte. Il nous reste l'action directe. C'est le moment de construire une résistance active. C'est le moment, pour le mouvement ouvrier, de développer des réseaux de soutien direct pour les clandestins et les réfugié-es, pour celles et ceux qui résistent à la guerre, pour aider les grévistes qui défient les injonctions.

Nous en avons assez de vivre dans la peur et la guerre perpétuelle. Nous voulons un monde sans frontières, sans patrons, sans gouvernements, sans prisons, sans murs de la honte, sans polices, sans armées professionnelles, ni centres de détentions. Nous voulons un monde débarrassé de l'oppression. Nous voulons un monde autogéré par les travailleurs et les travailleuses, où nous pourrons tous et toutes être libres de nous déplacer comme bon nous semble. Nous voulons un monde où règne une paix durable, une paix qui vient avec la justice et la solidarité.

Communiqué de la Fédération des Communistes Libertaires du Nord-Est (NEFAC) à l'occasion de la journée internationale contre la guerre, le 20mars 2004

APPEL POUR UN CONTINGENT LIBERTAIRE DANS LA MANIFESTATION DU 14 AVRIL

Le 14 avril, quand des milliers de personnes prendront les rues de Montréal et de Québec pour manifester leur désaccord avec le gouvernement Libéral, les libertaires seront là aussi. Nous serons là pas tant parce que nous sommes libertaires, mais parce que nous sommes parmi les personnes qui sont affectées par les politiques de Charest et qu'on ne se laissera pas faire.

Nous sommes le 'cheap labour' engagé par les compagnies de sous-traitance. Nous sommes les étudiantEs pauvres qui manquent de bouffe dans le garde-manger en fin de session. Nous sommes les jeunes parents qui paient des centaines de dollars de plus par année en frais de garderie. Nous sommes les immigrantEs sans-statut prisEs entre la précarité et la déportation. Nous sommes les locataires qui se font augmenter leur loyer à chaque renouvellement de bail. Nous sommes de ceux et celles qui n'ont d'autres choix en ce moment que de lutter. Et ce n'est pas nécessairement pour prouver qu'une société anarchiste serait meilleure (même si c'est vrai) qu'on lutte contre les politiques de Charest. On lutte pour survivre, pour se défendre, pour gagner. Nous voulons faire progresser le mouvement anarchiste. Mais plus largement et plus fondamentalement, nous voulons aider à faire vivre un mouvement populaire. Nous ne cherchons pas non plus à ce qu'il soit parfait au départ. Tout mouvement populaire sera imparfai car nous sommes des personnes imparfaites. Ce n'est pas grave. Il faut continuer de lutte et apprendre de nos victoires et de nos échecs. Recommencer.

> Joignez le contingent libertaire à Québec et à Montréal
> (à Montréal: à l'arrière de la marche de la coalition "j'ai jamais voté pour ça")
>
> Cherchez les couleurs des anarchistes: noir, rouge, rose et vert.
>
> Nous vous encourageons aussi à participer à la mobilisations spécifiques de la NEFAC:
>
> Précaires en colere!
> Rouges ou Bleus
> ils nous saignent à blanc!
> 14 avril, Manif-Action
> 12h30, Carré Berri

Le 14 avril ne sera pas le premier jour de la révolution(!). C'est un épisode dans le refus des politiques du gouvernement Libéral. C'est (peut- être) le début d'un mouvement. Depuis l'automne, on sent des choses bouger un peu partout. Brasser, même. Mais, fondamentalement, il n'y a pas de mouvement populaire dynamique et vibrant en ce moment au Québec. La plupart des groupes communautaires sont abandonnés par les personnes qui forment la 'communauté' qu'ils représentent. Leur sort est entre les mains des permanents salariés qui les animent. Mais pourtant, on sent le besoin de s'organiser avec les gens autour de nous. De refuser nos augmentations de loyers. De tous casser nos compteurs d'hydro. De ne pas payer pour le transport en commun.

Le syndicalisme québécois est plus fort en nombre que partout ailleurs en Amérique du Nord. Dans les derniers mois, on a vu une partie de son potentiel. Ça parlait même de grève générale. Ou en sommes-nous aujourd'hui? Qu'est ce qui est arrivé? Ah oui "les bureaucrates ont étouffé la colère"...Ah oui? Peut-être. Mais aujourd'hui et toujours, le fardeau de nos échecs tombera aussi sur nous, sur nous tous. Nous sommes les personnes qui peuvent organiser NOS syndicats avec nos consœurs et confrères. Nous sommes les personnes qui ferment la boutique au moment d'une grève. Et quand nous aurons confiance en nos moyens et le plein pouvoir sur notre destiné, c'est nous, ensemble, qui ferons la grève générale. Le 14 avril n'est qu'un début.

L'ANARCHIE DE A À Z

"A" COMME ANARCHIE

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'anarchie a mauvaise presse. Le mot anarchie vient du grec "anarkhia " qui signifie tout simplement "sans gouvernement". Pourtant, dans son sens le plus commun, ce terme est devenu synonyme de chaos, de désordre, de désorganisation... Les anarchistes seraient-ils/elles partisans d'une société éclatée, où règne la violence et la haine? Rien n'est plus faux. Comme le souligne l'anarchiste italien Errico Malatesta (1853-1932), les préjugés tenaces contre l'anarchie (et l'anarchisme) s'expliquent par une normalisation progressive des rapports autoritaires au sein de notre société. En fait, si l'anarchie nous semble dangereuse, c'est que nous avons renoncé à exercer un véritable pouvoir sur nos vies, pouvoir que nous avons abdiqué au profit de l'état et du patronat. Or, vivre sans " gouvernement ", libéré des supposées " lois du marché ", c'est non seulement possible, mais également souhaitable. C'est du moins ce que pensent celles et ceux qui se réclament de l'anarchisme. Voici pourquoi.

L'anarchisme comme critique radicale

L'anarchisme est l'enfant turbulent de la grande famille socialiste. Développé au sein du mouvement ouvrier voilà près de 150 ans, l'anarchisme s'est peu à peu formulé comme une critique radicale du monde que la bourgeoisie a façonné à son image. Alors que ses cousins sociaux-démocrates s'accommodent du capitalisme et que ses frangins marxistes s'entendent bien avec le pouvoir d'État, l'anarchiste rejette tout cela en bloc au nom d'une plus grande liberté individuelle et collective, indissociable de l'égalité économique et sociale, et d'une véritable solidarité entre les membres de la collectivité. L'anarchiste ne se satisfait pas des soit-disantes "avancées démocratiques" de l'état bourgeois, ni des supposées "libertés de choix " de l'économie de marché. Au delà des apparences, l'État et le marché masquent tout deux la domination d'une minorité de privilégié-es sur une masse d'exploité-es. Cette domination engendre son lot d'injustices et d'inégalités partout où elle est présente. Économiquement, nous sommes soumis à l'esclavage salarial, y compris pour satisfaire nos besoins les plus fondamentaux. Politiquement, notre seule liberté consiste trop souvent à élire ceux qui seront nos maîtres " légitimes " pour les quatre années à venir (avant d'être remplacés par d'autres maîtres tout aussi " bienveillants " à notre égard). Socialement, on nous présente le cadre actuel comme le seul horizon pour l'humanité, même si nous savons fort bien que son développement nous mène tout droit vers un précipice écologique. Évidemment, ce système ne fonctionne pas tout seul, comme par enchantement. Une classe sociale, la bourgeoisie, concentre le pouvoir politique et économique et règne sans partage sur notre monde. Nous devrons nous en débarrasser pour vivre autrement, à la mesure de nos besoins et de nos désirs. Mais encore faut-il être en mesure de proposer autre chose à celles et ceux qui triment chaque jour à nos côtés...

Changer la société pour changer notre vie

Au delà des critiques, l'anarchisme est également un projet social et politique à contre-courant de celui imposé par la bourgeoisie. À l'opposé d'une démocratie " représentative " fortement hiérarchisée, nous souhaitons que toutes les personnes touchées par un problème puissent être en mesure de participer à la réflexion et à la prise de décision pour le régler. Fini le temps où d'autres parlent à notre place sans qu'on puisse avoir notre mot à dire. Face à l'appropriation des richesses par une minorité de privilégiés, nous revendiquons la redistribution des richesses selon les besoins de chacun/chacune. Pour y parvenir, nous devons socialiser toute l'infrastructure économique pour que celles et ceux qui travaillent soit en mesure de déterminer le pourquoi et le comment de la production. Les moyens de production et d'échange doivent appartenir à la classe ouvrière, pas aux patrons et aux banquiers. En leur retirant ce pouvoir, nous pourrons faire entrer la démocratie dans nos lieux de travail où elle fait pour l'instant cruellement défaut. En cessant de produire uniquement pour le profit, nous pourrons éviter le gaspillage des ressources et rendre le développement compatible avec l'équilibre des écosystèmes. Cet équilibre est d'autant plus nécessaire que nous ne pouvons être autosuffisantEs. Comme nous avons besoin les uns des autres pour pouvoir avancer, nous croyons qu'il est nécessaire de se fédérer, de se réunir autour d'objectifs communs pour s'aider mutuellement. Ainsi seulement serons-nous en mesure de passer d'une société inégalitaire où règne la loi du plus fort vers une société débarrassée de l'autorité et de la domination, où il y a de la place pour tout le monde, où chacun peut espérer vivre pleinement ses désirs et satisfaire ses besoins. Cet idéal pour lequel nous luttons, c'est l'anarchie.

CAUSE COMMUNE

Vous tenez entre les mains le premier numéro de Cause Commune, le nouveau journal francophone de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). Publié à 3000 copies tous les deux mois, Cause Commune servira de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles.

Dans chaque numéro, vous trouverez de l'information et des analyses touchant les principaux axes de travail de la NEFAC, mais également des chroniques régulières sur la pratique et les idées anarchistes. Cause commune ne remplace pas Ruptures (notre revue théorique), dont le prochain numéro doit sortir le mois prochain. Notre nouvelle publication se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Vous avez aimé la lecture de Cause Commune? Vous désirez le diffuser dans votre milieu de travail, votre école ou votre quartier? Vous avez des idées d'articles ou des illustrations à proposer? Écrivez-nous! La presse anarchiste a besoin de votre soutien.

* * *

Collectif anarchiste La Commune (Montréal)
Collectif anarchiste La Nuit (Québec)

mtl@nefac.net

DÉPORTATION DE MOHAMED CHERFI

Immigration Canada se venge sur un militant

Mohamed Cherfi, un sans-statut algérien, a été déporté aux États-Unis vendredi le 5 mars. Son sanctuaire dans l'Église Unie Saint-Pierre de Québec a été violé lorsqu'une dizaine de policiers sont entrés pour l'arrêter. Moins de 5 heures plus tard, son avocat apprenait, par une journaliste, qu'il avait été déporté aux États-Unis, d'où il risque d'être rapidement expulsé vers l'Algérie.

Plus de 50 000 personnes ont été déportées depuis que Mohamed Cherfi est arrivé aupays en 1998. La raison pour laquelle nous entendons davantage parler de la déportation de ce sans-statut algérien, c'est qu'il a refusé d'accepter passivement son sort en décidant de se battre, non seulement pour lui mais aussi pour tous ses compagnons d'infortune. C'est aussi l'une des principales raisons qui a mené à sa déportation sauvage et très rapide, malgré la protection d'une église. Mohamed Cherfi fait peur aux autorités québécoises et canadiennes.

Le jeune professeur de français est arrivé au Québec, via les États-Unis, en 1998. Il fuyait alors un pays ravagé par une très sanglante guerre civile (150 000 morts, 7 000 disparus) à laquelle il avait refusé de participer. Dans un pays en guerre, Mohamed Cherfi est un objecteur de conscience, ce qui lui laissait peu de choix. Il a choisi l'exil. En arrivant ici, Mohamed Cherfi demande le statut de réfugié à titre d'objecteur de conscience, ce qui lui est refusé par les autorités canadiennes. Ce refus ne l'oblige pas à quitter le pays puisqu'à l'époque, il y a un moratoire sur les déportations des réfugiéEs algérienNEs à cause de la violence du conflit.

Jusqu'ici, rien ne distingue fondamentalement le parcours de Mohamed Cherfi de celui de milliers d'autres réfugiéEs. C'est lorsque le moratoire sur les déportations vers l'Algérie est levé, en 2002, que son parcours se singularise. En effet, le Comité d'action des sans-statut (CASS), une organisation d'entraide communautaire à laquelle il participe, se mue alors en organisation de défense de droits et entame une longue lutte pour la régularisation de tous les sans-statut algérienNEs. Mohamed Cherfi devient alors l'un des animateurs de la lutte du CASS et l'un des principaux porte-parole médiatique.

La lutte des sans-statut algérienNEs ne se fait pas en vase clos. Le CASS et ses portes-parole s'intègrent très bien dans le paysage de la gauche sociale montréalaise. Le CASS reçoit l'appui militant de groupes plus radicaux comme la CLAC et No one is illegal! mais aussi du Conseil central du Montréal Métropolitain de la CSN et de la Ligue des droits et libertés. On croise des militantEs de tous les horizons dans les nombreuses manifestations du CASS.

En octobre 2002, la lutte du CASS s'intensifie quand une famille de sans-statut algériens, les Seddiki-Bourouissa, reçoit l'un des premiers ordres de renvoi en Algérie. Ces derniers trouvent alors refuge dans une église protestante de Montréal. Évidemment, les autorités ne veulent rien savoir d'une solution globale de style "amnistie générale pour les sans-statut" (ce serait envoyer un bien mauvais message aux autres communautés de réfugiéEs en lutte). À force de pressions et de solidarité, le CASS gagne toutefois une procédure spéciale d'examen des demandes d'algérienNEs pour motifs humanitaires.



Mohamed Cherfi se donne entièrement dans l'accompagnement des sans-statuts algérienNEs. Il contacte les sans-statut pour les informer de la situation, leur explique la procédure, aide à remplir des formulaires, trouve des avocats, accompagne les gens aux bureaux d'Immigration Canada, etc. La procédure est complexe et repose, entre autre, sur un critère flou "d'intégration". Officiellement, l'implication communautaire et le bénévolat sont pris en compte dans les critères "d'intégration" mais, dans les faits, intégration signifie travail salarié pour les fonctionnaires. Le travail que fait Mohamed Cherfi depuis 2 ans, qui s'apparente pourtant à la job de dizaines de milliers de permanentEs syndicaux et communautaires, n'est pas rémunéré...

... "ces gens-là" ne cadrent pas avec l'image de l'immigrantE parfait pour l'État. Ils ne sont ni riches, ni investisseurs, ni spécialisés dans un domaine économique de pointe, ce qui ne fait pas d'eux le genre de "candidatE à l'immigration" recherché par l'État.

La demande de régularisation du statut de Mohamed Cherfi a été refusée par Immigration Canada, comme celle de 10% des demandeurs algérienNEs, pour "défaut d'intégration". Le fait est que "ces gens-là" ne cadrent pas avec l'image de l'immigrantE parfait pour l'État. Ils ne sont ni riches, ni investisseurs, ni spécialisés dans un domaine économique de pointe, ce qui ne fait pas d'eux le genre de "candidatE à l'immigration" recherché par l'État. "Ces gens-là" ne sont pas soumisES et ne se fondent pas dans le paysage, ils sont fiers, sûr de leur droits et prêtEs à se battre pour les faire respecter. Ce qui rend Mohamed Cherfi et les autres militantEs du CASS si sympathique aux yeux de tout un mouvement social est précisément ce qui fait peur à l'État et a motivé sa déportation.

La déportation de Mohamed Cherfi est une décision politique que les décideurs refusent obstinément d'assumer, se cachant derrière la raison bureaucratique et légaliste. Tous les élus en poste se lavent les mains de ce qui se passe et du sort du sans-statut. Le maire de Québec refuse de reconnaître que "sa" police a consciemment violé un sanctuaire pour le compte d'Immigration Canada sous un faux prétexte. Les ministres québécois refusent de reconnaître que le mandat d'arrestation émis pour permettre l'arrestation de Mohamed Cherfi par la police municipale était bidon et visait simplement à faciliter la déportation du militant. Les ministres fédéraux refusent de reconnaître que leurs services ont orchestré l'opération pour se débarrasser d'un homme dérangeant qui leur faisait peur. Tout le monde se renvoie la balle, personne ne veut assumer ce geste lourd de conséquences (après tout, quelqu'un risque sa vie dans tout ça).

Il n'est pas encore trop tard pour agir. Malgré leurs dénégations respectives, tant les ministres provinciaux que fédéraux ont le pouvoir d'agir et de faire rapatrier Mohamed Cherfi pour des motifs humanitaires. Un mouvement d'opinion s'est dressé très rapidement après la déportation, en gardant la pression et en mettant les ministres dans l'eau chaude jour après jour, nous pouvons changer la situation. La lutte a permis de gagner la régularisation de 90% des sans-statut algérienNEs, la lutte peut gagner la régularisation du 10% restant. Il ne faut pas permettre à Immigration Canada de se venger sur les militantEs du CASS de la victoire qu'ils et elles leur ont arrachés de haute lutte.

.... derrière toutes les considérations économiques se cache une xénophobie fondamentale. À cela se rajoute la peur des hommes arabes, constamment alimentée par l'hystérie sécuritaire actuelle.

Réfugiés, apatrides et immigrants: Les nouveaux damnés de la terre

Poussés par un système profondément inhumain et injuste, plus de 250 réfugiéEs en instance de déportation ont dû trouver refuge dans une église et user de la tactique du sanctuaire dans la dernière décennie au Canada. Et il ne s'agit là que de la pointe de l'iceberg, l'État déportant à peu près 10 000 personnes par année.

Les procédures d'immigration au Canada sont profondément viciées et injustes. En plus de ne favoriser que les candidatures d'immigrantEs "répondant aux besoins de notre économie", les réformes successives ont complètement chamboulé le système jusqu'à le rendre complètement caricatural et arbitraire. Premièrement, la procédure est longue, très longue. Un demandeur de statut de réfugié peut attendre jusqu'à huit ans avant d'avoir une décision finale sur son cas. Il est clair qu'un délai aussi long donne assez de temps à quiconque de refaire sa vie et de plonger des racines profondes dans la "société d'accueil". Refuser quelqu'un dans ces conditions-là est inhumain. Deuxièmement, quand on parle de décision "finale", on veut vraiment dire finale. Il n'y a en effet plus de possibilité d'appel. On parle ici souvent de décision de vie ou de mort sans possibilité d'appel. Troisièmement, il est prouvé que le système est très discriminatoire et hautement xénophobe. Ainsi, selon que l'on soit originaire d'Europe ou du Maghreb, la procédure québécoise de sélection prend entre trois et six mois ou six ans.

La question de l'immigration est un formidable révélateur de la xénophobie et du racisme d'une société. Il nous semble évident que derrière toutes les considérations économiques se cache une xénophobie fondamentale. À cela se rajoute la peur des hommes arabes, constamment alimentée par l'hystérie sécuritaire actuelle. À l'heure où le capital circule de plus en plus librement autour du globe, en saccageant tout sur son passage, les réfugiéEs sans-statut, les apatrides et les immigrantEs illégaux sont les nouveaux damnés de la terre. À la merci du capital et sans droits dans leur pays d'origine, la clandestinité et la précarité les placent dans la même situation ici aussi. La liberté absolue de circulation des personnes et la régularisation de tous les sans-statut nous semblent des revendications justes qu'il faut opposer à la xénophobie ambiante et à la logique étatique.

SUPPORTEZ MOHAMED!

CONSULTEZ CE SITE:

http://www.mohamed.levillage.org/sommaire.php3

Sur les lignes:

CHRONIQUE SYNDICALE

A contre-courant de ce qui se vit dans l'ensemble de l'Amérique du nord, le syndicalisme progresse depuis une dizaine d'années au Québec. Nous apprenions récemment que les syndicats avaient maintenant 1 303 500 membres au Québec, soit 41,2% de touTEs les salariéEs de la province (28,4% dans le privé). À l'heure où les syndicats semblent renouer avec la lutte et la confrontation, une organisation révolutionnaire ne peut pas passer à côté de ce mouvement de masse, aussi imparfait, bureaucratisé et réformiste soit-il. D'où cette chronique syndicale qui tentera de traiter numéro après numéro des conflits de travail en particulier et du mouvement syndical en général.

L'idée de grève générale rebondi.

Plus ou moins enterrée après les fêtes, l'idée de grève générale, qui était dans l'air en décembre, rebondi dans les instances syndicales grâce à la pression de la base militante. La CSQ, la CSN et la FTQ ont annoncé coup sur coup qu'elles allaient aller chercher des mandats de grève générale de 24h auprès de leurs syndicats locaux. C'est la CSQ qui, dès le mois de décembre, a lancé le bal en démarrant une tournée des assemblées générales de ses 250 syndicats locaux pour aller chercher un mandat de grève générale de 24h.

À la CSN, où les assemblées générales des 2 700 syndicats locaux devront aussi voter sur un mandat similaire, on parle plutôt de grève sociale. L'idée semble être de ne pas se cantonner strictement sur des revendications purement syndicales (comme l'article 45). La centrale a d'ailleurs adopté une plate-forme faisant une large place aux préoccupations des autres mouvements sociaux (la deuxième revendication, par exemple, porte sur un plan de lutte à la pauvreté et un barême plancher à l'aide sociale).

À la FTQ, on est un peu plus frileux et les consultations sur la grève sont une occasion de resserer les rangs. La plus grande centrale québécoise s'en tient strictement à des questions syndicales et propose plutôt à ses membres un "pacte de solidarité syndicale". Même si la résolution type qui circule à la FTQ parle de grève générale, il ne s'agit pas encore de prendre des mandats, comme dans les autres centrales, mais de "mener dès maintenant le débat sur le principe d'une grève générale", ce qui est sensiblement différent (et ressemble fort à une tentative de noyer le poisson). Cela n'empêche bien sûr pas les syndicats FTQ les plus touchés par les politiques de Charest de prendre déjà des mandats de grève générale, il y a ainsi un certain nombre de sections locales du SCFP qui ont un mandat "au cas où".

* * *

Ah la belle paix sociale...

Se syndiquer, peut importe le milieu, c'est jamais une partie de plaisir et, malgré tous les beaux discours sur les relations de travail soit-disantes civilisées, il arrive fréquemment que les patrons le prenne très, mais alors là, très mal. C'est ce qu'ont appris à leurs dépends la trentaine de profs du Collège Champigny à Québec. Déçu de la "lenteur des négociations", le conseil d'administration a envoyé à tout le personnel un avis de licenciement collectif et fait passer une annonce radiophonique selon laquelle l'institution d'enseignement privée fermera ses portes en juin 2004. C'était 42 jours après l'accréditation du syndicat! Finalement, il y eut plus de peur que de mal puisque la CSQ a réussi à imposer le statu-quo pour un an (le temps pour les membres du syndicat de décider collectivement et démocratiquement ce qu'ils et elles veulent dans leur convention) mais quand même...

* * *

'Made in Canada' ça veut pas dire grand chose si y'a pas de syndicat...

Les gens qui achètent leurs bas dans les grandes surfaces connaissent sans doute les marques Lamour, CCM et Wilson, des "bons produits 'made in Canada'". Ne vous laissez pas tromper par l'étiquette! Ces bas là sont fait dans une sweatshop domiciliée à... Montréal. La compagnie Lamour fait travailler ses employées dans des conditions dignes des "sweatshops" du Tiers-Monde selon le Syndicat du vêtement, du textile et autres industries (SVTI-FTQ). Ainsi, après douze ans d'ancienneté, une salariée gagne moins de $7.80 l'heure et n'a aucun régime d'assurances ni de retraite. Le syndicat dénonce en plus la compagnie pour anti-syndicalisme. Les 400 ouvrières, en majorité immigrantes, de l'usine de Montréalm, ont toute la misère du monde à faire respecter leur droit à se syndiquer. Le patron a instauré, dès le début de la campagne de syndicalisation, un régime de terreur dans l'usine. Il a notamment menacé les salariées de congédiement et de fermeture de l'entreprise, s'est ouvertement affiché contre le syndicat par le biais de ses contremaîtres et superviseurs et a publié des tracts antisyndicaux. Le jour du vote, il a intimidé plusieurs salariés lors de réunions forcées; des leaders syndicaux se sont fait harceler pendant que d'autres se sont fait offrir des pots-de-vin pour voter contre le syndicat. Pas surprenant, dans ce contexte, que le SVTI ait perdu son vote le 5 février. Le syndicat est en processus de demande d'accréditation dite remédiatrice, étant donné les violations à la loi. Des manifestations ont déjà eu lieu devant l'usine et devant un magasin de La Baie pour faire pression sur Tricots Lamour.

* * *

Victoire des chargéEs de cours

Les chargéEs de cours de l'Université Laval pourront rentrer au travail la tête haute. Au moment d'écrire ses lignes, on apprenait qu'ils et elles avaient accepté l'entente de principe que leur soumettait leur syndicat après une grève générale de 21 jours. Outre des gains important sur le plan normatif, allant dans le sens d'une plus grande reconnaissance des chargéEs de cours dans l'université, un important rattrapage salarial de 14% rétroactif et une augmentation de 5% pour les deux prochaines années de la convention collective ont été arrachés. Le président par intérim de la FNEEQ-CSN estime que "la combativité des chargéEs de cours et leur détermination sont une source d'inspiration pour l'ensemble des syndiquéEs, dans une période où le syndicalisme retrouve des allures plus militantes." Les chargéEs de cours de plusieurs universités, notamment dans le réseau de l'Université du Québec, ont actuellement des mandat de grève générale à utiliser au moment jugé opportun.

* * *

Au moment d'écrire ces lignes, 15 mars 2004, il y avait au moins 1 517 syndiquéEs en grève ou en lock-out dans la Belle province, dont certain depuis très longtemps comme les 70 grévistes de Radio-Nord (www.secat.levillage.org), en grève depuis le 25 octobre 2002 et les 18 employéEs municipaux de Saint Jean de Matha et de Sainte Béatrice, en grève depuis le 11 mars 2003 dans les deux cas.



IRAK : LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

On entend peu parler de la résistance à l'occupation de l'Irak dans les manchettes. Ça ne fait la une qu'à l'occasion, généralement quand des soldats ou des civils sont tués. Pourtant, il faut se rappeler qu'il y a des millions de travailleurs en Irak qui, même s'ils vivent dans des circonstances vraiment difficiles, sont toujours vivants et s'organisent.

Trois guerres, une décennie de sanctions économiques et un régime de fer entrenu par Saddam ont été les plus grands impacts pour abaisser le niveau de vie des IrakiennEs à des conditons de vie inhumaines, des conditions de travail misérables et à un taux de chômage qui frise aujourd'hui les 70% .

Mais pourtant, selon les IrakienNes, le pire reste à venir car depuis le début de l'occupation, leur vie quotidienne ne s'est pas améliorée. La plupart des installations et des institutions publiques, comme les écoles et les hôpitaux, sont hors de service ou dans un état pitoyable (1). Des milliers d'usines et de lieux de travail ont fermé leurs portes dû à leur destruction même, au manque d'électricité, d'eau potable ou de sécurité. Les subventions pour le logement et les pensions alimentaires, versées sous le régime de Saddam, n'existent plus. Et ce, sans parler des rumeurs de privatisation du secteur public!

Malgré tout ça, les travailleurEs irakienNEs s'organisent pour améliorer leur sort. Ewa Jasiewicz, du **International Occupation Watch center,** fait ici rapport d'une grève qui eut lieu à 30 milles à l'est de Bagdad dans une usine de briques faisant partie d'un complexe industriel majeur. " Le propriétaire n'avait aucune idée qu'un syndicat avait été formé et dit [aux travailleurs] "C'est parfait, allez en grève, je vous renverrai et d'autres prendront vos places". Les travailleurs répondirent en allant chez eux chercher des armes et formèrent une ligne de piquetage armée. Équipés de mitrailleuses et de Kalishnikovs, les ouvriers gardèrent l'usine et protégèrent leur grève des scabs. Le patron, subjugué, finit par donner aux travailleurs une augmentation de 500 dinars--25 sous-- et accepta d'aller en négociations en ce qui concernait les avantages sociaux et médicaux."

Si cette grève fut considérée comme un franc succès dans tout le pays, l'autorité d'occupation, elle, voit d'un bien mauvais oeil le fait que les travailleurs irakienNes luttent pour leurs droits. Selon David Bacon, qui voyagea en Irak avec la délégation de *US Labor Against the War*, les autorités "ont trouvé une loi passée sous Sadam Hussein qu'ils aiment bien, une loi passée en 1987, qui dit que toute personne travaillant pour une entreprise d'État est considérée comme un servant civil." Ce qui signifie qu'organiser un syndicat dans le secteur public et para-public, comme dans l'industrie pétrolière par exemple, est interdit . Et les forces d'occupation se vautrent bien de cette législation anti-syndicale. "Pour appuyer cette loi ," dit Bacon, " En juin, Bremer (2) émit une autre ordonnance sur les activités prohibées. L'item B des activités prohibées décourage qui que ce soit à organiser n'importe quelle sorte de grève ou d'arrêt de travail dans une usine ou dans quelconque entreprise économiquement importante. Et la peine pour ça est d'être arrêtéE par l'autorité occupationnelle et d'être traitéE comme unE prisonnierEre de guerre.".

Mais encore, l'opposition des forces d'occupation à la syndicalisation des travailleurEs irakienNEs ne s'arrête pas sur papier. À la mi-décembre, un appel de *US Labor Against the War* dénonçait l'attaque d'un bureau provisoire de la Fédération Irakienne des Syndicats à Bagdad. L'armée occupationnelle américaine aurait utilisé environ 10 tanks et 10 soldats pour fouiller et détruire les biens de la Fédération, arracher des bannières et des affiches condamnant des actes de terreur, ternir avec de la peinture noire le nom de différents syndicats inscrit sur le bâtiment, briser les vitres du local et procéder à 8 arrestations sans donner aucune raison ou explication.

Les dessous anti-syndicaux du plan de "reconstruction" de l'Irak proposé par Washington et ses alliés démontrent que cette occupation est non pas une tentative de libération, mais plutôt le remplacement d'un despote par de nouveaux tyrans qui cherchent à contrôler et protéger la région où se trouvent leurs intérêts. En rendant illégal d'organiser un syndicat en Irak, ils nous montrent qui sont les vrais criminels.

Voir www.occupationwatch.org pour consulter les articles d'où les citations proviennent :
(1) 80% des patients sortent de l'hôpital avec des infections qu'ils n'avaient pas à leur arrivée.
(2) Paul Bremer fut nommé par Bush à la tête de l'autorité d'occupation en Irak.